
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 20

Bill No. 20

Loi sur les régimes complémentaires
d'avantages sociaux dans l'industrie de
la construction

Construction Industry Complementary
Social Benefits Plans Act

Première lecture

First reading

M. COURNOYER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975



Projet de loi n° 20

Loi sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « Comité »: le Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction, établi en vertu de l'article 321 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45);

b) « Régie »: la Régie des rentes du Québec.

2. À compter du 1^{er} juin 1975, le Comité est substitué de plein droit à la Régie dans l'administration de tout régime supplémentaire de rentes établi par décret en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45).

3. À compter de la même date, le Comité administre:

a) toute somme provenant du patrimoine de tout régime supplémentaire de rentes au bénéfice de salariés assujettis antérieurement à un décret applicable à l'industrie de la construction;

b) les contributions des employeurs et salariés assujettis à un tel décret et dont la Régie a présentement la gestion;

Bill No. 20

Construction Industry Complementary Social Benefits Plans Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act, unless the context requires a different meaning:

(a) "Committee" means the Construction Industry Social Benefits Committee established under section 321 of the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45);

(b) "Board" means the Québec Pension Board.

2. From 1 June 1975, the Committee shall of right replace the Board in the administration of every supplemental pension plan established by decree under the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45).

3. From the same date the Committee shall administer:

(a) every sum from the assets of a supplemental pension plan for the benefit of employees previously subject to a decree applicable to the construction industry;

(b) the contributions of the employers and employees subject to such a decree and which are presently under the management of the Board;

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet vise à confier au Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction l'administration de tout régime complémentaire d'avantages sociaux, incluant un régime supplémentaire de rentes dans l'industrie de la construction.

Il apporte à différentes lois les modifications de concordance requises.

EXPLANATORY NOTES

This bill aims at entrusting to the Construction Industry Social Benefits Committee administration of all complementary social benefits plans, including supplemental pension plans in the construction industry.

It makes the necessary amendments of concordance to various acts.

c) les contributions destinées à l'établissement de tout régime supplémentaire de rentes applicable à l'industrie de la construction;

d) toute somme provenant du patrimoine d'autres régimes complémentaires d'avantages sociaux établis en vertu de décrets applicables à l'industrie de la construction, de l'ordonnance no 12 de la Commission du salaire minimum ou de toute entente entre employeurs et salariés ou entre associations représentatives de l'industrie de la construction.

4. À compter de la même date, le Comité est substitué de plein droit à la Régie:

a) sans reprise d'instance, dans toute instance pendante concernant l'application de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1^{re} session, chapitre 25), dans l'industrie de la construction;

b) dans la convention intervenue avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, en date du 7 avril 1970, par suite de l'arrêté en conseil no 1459 du 25 mars 1970.

5. Aux fins des articles 2, 3 et 4, la Régie doit remettre au Comité les dossiers, registres et documents qu'elle a présentement en sa possession concernant les régimes supplémentaires de rentes dans l'industrie de la construction.

6. Le Comité continue à administrer les régimes complémentaires d'avantages sociaux dont il est saisi, qu'un décret soit en vigueur ou non.

7. L'article 18a de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec, (1965, 1^{re} session, chapitre 23), édicté par l'article 5 du chapitre 50 des lois de 1969 et modifié par l'article 10 du chapitre 11 des lois de 1973 et par l'article 184 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe b par le suivant:

« b) de la Commission de l'industrie de la construction et du Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45); ».

(c) the contributions for the establishment of every supplemental pension plan applicable to the construction industry;

(d) every sum from the assets of other complementary social benefits plans established under decrees applicable to the construction industry, under order No. 12 of the Minimum Wage Commission or any agreement between employers and employees or between representative associations of the construction industry.

4. From the same date, the Committee shall of right replace the Board:

(a) without continuance of suit in any pending case regarding the application of the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25) in the construction industry;

(b) in the agreement made 7 April 1970 with the Québec Deposit and Investment Fund, pursuant to order in council No. 1459 dated 25 March 1970.

5. For the purposes of sections 2, 3 and 4, the Board shall hand over to the Committee the records, registers and documents presently in its possession respecting construction industry supplemental pension plans.

6. The Committee shall continue to administer the complementary social benefits plans it has been entrusted with, whether a decree is in force or not.

7. Section 18a of the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund (1965, 1st session, chapter 23), enacted by section 5 of chapter 50 of the statutes of 1969 and amended by section 10 of chapter 11 of the statutes of 1973 and by section 184 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by replacing paragraph b by the following:

“(b) the Construction Industry Commission and from the Construction Industry Social Benefits Committee under the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45);”.

8. L'article 40*a* de ladite Charte, édicté par l'article 7 du chapitre 50 des lois de 1969, est modifié par l'addition des alinéas suivants:

« Elle doit aussi présenter, au plus tard le 31 mars de chaque année, à la Commission de l'industrie de la construction et au Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction, un rapport détaillé de la gestion de leur patrimoine respectif pour l'année précédente.

La Commission de l'industrie de la construction et le Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction peuvent donner respectivement leur avis à la Caisse sur toute question relative à l'application des articles 18*a* et 18*b*; ces deux organismes peuvent exercer toute autre attribution d'ordre consultatif en semblable matière que le lieutenant-gouverneur en conseil leur confère. »

9. L'article 1 de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1^{re} session, chapitre 25), modifié par l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1969, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes *s* et *t*.

10. La section VIA de ladite loi, comprenant les articles 51*a* à 51*l*, édictée par l'article 2 du chapitre 50 des lois de 1969, est abrogée.

11. L'article 58 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 50 des lois de 1969, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *o*.

12. L'article 1 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45), modifié par l'article 1 du chapitre 35 des lois de 1970, l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1971 et l'article 1 du chapitre 28 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *r*, du suivant:

« *s*) « régime complémentaire d'avantages sociaux »: un régime de sécurité sociale établi par un décret ou par un règlement d'application d'un décret, notamment un régime supplémentaire de rentes, d'assurance-vie, maladie ou salaire et tout autre régime d'assurance ou de prévoyance collective. »

8. Section 40*a* of the said Charter, enacted by section 7 of chapter 50 of the statutes of 1969, is amended by adding the following paragraphs:

"Not later than 31 March each year, it must also submit to the Construction Industry Commission and to the Construction Industry Social Benefits Committee a detailed report of the management of their respective assets for the preceding year.

The Construction Industry Commission and the Construction Industry Social Benefits Committee may respectively give their opinion to the Fund on any question respecting the application of sections 18*a* and 18*b*; both such bodies may exercise any other attributions of a consultative nature in such matters as the Lieutenant-Governor in Council may confer on them."

9. Section 1 of the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25), amended by section 1 of chapter 50 of the statutes of 1969, is again amended by striking out paragraphs *s* and *t*.

10. Division VIA of the said act, comprising sections 51*a* to 51*l*, enacted by section 2 of chapter 50 of the statutes of 1969, is repealed.

11. Section 58 of the said act, amended by section 3 of chapter 50 of the statutes of 1969, is again amended by striking out paragraph *o*.

12. Section 1 of the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45), amended by section 1 of chapter 35 of the statutes of 1970, section 1 of chapter 46 of the statutes of 1971 and section 1 of chapter 28 of the statutes of 1973, is again amended by adding, after paragraph *r*, the following:

"(*s*) "complementary social benefits plan": a social security plan established by a decree or a regulation to carry out a decree, especially a supplemental pension, life, sickness or salary insurance plan or any other group insurance or protection plan."

13. L'article 32*d* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971 et modifié par l'article 3 du chapitre 29 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement des deux derniers alinéas par ce qui suit:

« f) percevoir des employeurs et des salariés toute contribution ou cotisation imposée par décret.

Elle doit alors remettre chaque mois au Comité visé par l'article 32*l* les sommes destinées à un régime complémentaire d'avantages sociaux ainsi que les pièces justificatives utiles.

Après l'expiration d'un décret, l'employeur et le salarié restent tenus au paiement de telle contribution ou cotisation et la commission continue de la percevoir;

g) confier à la Caisse de dépôt et placement du Québec toute somme perçue en excédent de tout montant remis au Comité en vertu du paragraphe f et de tout montant nécessaire pour couvrir les frais d'administration selon les modalités établies par le lieutenant-gouverneur en conseil, après avis de la commission et de la Caisse de dépôt et placement du Québec. »

14. L'article 32*e* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié:

a) par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, après le mot « ministre », des mots « et au vérificateur général »;

b) par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 2, après le mot « ministre », des mots « et au vérificateur général »;

c) par l'addition du paragraphe suivant:
« 8. La commission doit permettre l'examen de ses livres comptables par le vérificateur général. »

15. L'article 32*l* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1971 et modifié par l'article 14 du chapitre 28 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 1, des mots « aux régimes d'assurance et de retraite » par les mots « à un régime complémentaire d'avantages sociaux »;

13. Section 32*d* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971 and amended by section 3 of chapter 29 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the last two paragraphs by the following:

“(f) collect from employers and employees all contributions or assessments imposed by decree.

It shall then each month hand over to the Committee contemplated in section 32*l* the sums intended for a complementary social benefits plan and the necessary vouchers.

After the expiry of a decree, the employer and the employee shall remain bound to the payment of such contribution or assessment and the commission shall continue to collect it;

(g) entrust the Québec Deposit and Investment Fund with all sums collected in excess of any amount handed over to the Committee under paragraph f and of any amount necessary to meet administration costs in accordance with the terms and conditions established by the Lieutenant-Governor in Council, after notice by the commission and by the Québec Deposit and Investment Fund.»

14. Section 32*e* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended:

(a) by inserting after the word “Minister” in the second line of subsection 1 the words “and to the Auditor-General”;

(b) by inserting after the word “Minister” in the third line of subsection 2 the words “and to the Auditor-General”;

(c) by adding the following paragraph:
“(8) The commission must allow the Auditor-General to audit its books of account.”

15. Section 32*l* of the said act, enacted by section 2 of chapter 46 of the statutes of 1971 and amended by section 14 of chapter 28 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the words “to insurance and superannuation plans” in the third and fourth lines of subsection 1 by the words “to a complementary social benefits plan”;

b) par le remplacement du paragraphe 5 par les suivants:

« 5. Le Comité administre les régimes complémentaires d'avantages sociaux et, à cette fin, il peut faire tout règlement pour donner effet à une disposition d'un décret visant à la création ou à la modification d'un régime complémentaire d'avantages sociaux. Il continue la gestion de ces régimes qui demeurent en vigueur, même pour la période qui suit l'expiration du décret. Seule une disposition expresse d'un décret peut modifier le montant des cotisations ou contributions affectées aux régimes complémentaires d'avantages sociaux ou modifier ou abolir toute disposition expresse du décret en regard de ce régime.

« 6. Le Comité peut retenir, à même les sommes qu'il reçoit de la commission ou d'autres sources, les montants nécessaires pour acquitter ses frais d'administration, pour effectuer le paiement des prestations dues en vertu d'un régime qu'il administre, le paiement des primes d'assurance et l'acquittement de frais de même nature. Il confie à la Caisse de dépôt et placement du Québec le surplus annuel des sommes reçues selon les modalités déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil après avis du Comité et de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

« 7. Le Comité peut établir par règlement les modalités nécessaires pour transférer à un autre régime toute somme provenant du patrimoine d'un régime supplémentaire de rentes applicable à l'industrie de la construction pour un groupe de salariés assujettis jusque-là au décret de la construction. Il peut aussi établir par règlement les modalités nécessaires pour maintenir le régime d'avantages sociaux en faveur de salariés qui ne sont plus assujettis au décret de la construction, si leur propre convention collective ou décret le permet. »

16. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32l, de l'article suivant:

« **32m.** Si une personne n'est pas satisfaite d'une décision du Comité quant à son admissibilité ou quant au montant d'une

(b) by replacing subsection 5 by the following:

“(5) The Committee shall administer the complementary social benefits plans and, for such purpose, it may make any by-law to give effect to a provision of a decree intended for the establishment or amendment of a complementary social benefits plan. It shall continue the management of such plans which remain in force, even for the period following the expiry of the decree. Only an express provision of a decree can change the amount of the assessments or contributions affected to the complementary social benefits plans, or amend or abolish any express provision of the decree respecting such plan.

“(6) The Committee may retain, out of the sums which it receives from the commission or other sources, the amounts necessary to pay its administration costs, to effect the payment of the benefits due under a plan administered by it, the payment of the insurance premiums and the payment of costs of the same kind. It shall entrust to the Québec Deposit and Investment Fund the annual surplus of the sums received according to the terms and conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council after notice by the Committee and by the Québec Deposit and Investment Fund.

“(7) The Committee may establish by by-law the terms and conditions necessary for the transfer to another plan of any sum from the assets of a supplemental pension plan applicable to the construction industry for a group of employees subject until then to the construction decree. It may also establish by by-law the terms and conditions necessary for maintaining the social benefits plan in favour of the employees no longer subject to the construction decree, if their own collective agreement or decree so permits.”

16. The said act is amended by inserting after section 32l the following section:

“**32m.** If a person is not satisfied with a decision of the Committee regarding his eligibility or regarding the amount of a

prestation, ou si le Comité n'a pas rendu de décision dans les quatre-vingt-dix jours de la demande écrite, elle peut en appeler au président du Comité dans les soixante jours qui suivent la décision du Comité ou, si le Comité n'a pas rendu de décision dans le délai, dans les soixante jours suivant l'expiration de ce délai.

Le président rend sa décision dans les vingt jours de l'appel.

La décision du président est elle-même sujette à appel, dans les soixante jours, devant le tribunal du travail; la décision de ce dernier est sans appel. »

17. L'article 57 de ladite loi, remplacé par l'article 3 du chapitre 46 des lois de 1971, est modifié par l'insertion, après le premier alinéa du paragraphe 1, de l'alinéa suivant:

« Aux fins des recours de la commission relatifs à la perception des indemnités, des congés et des contributions ou cotisations des employeurs et des salariés aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, la date d'échéance mentionnée ci-dessus est le 1^{er} décembre suivant pour toutes les indemnités ou contributions exigibles à compter du 1^{er} janvier jusqu'au 30 avril précédent, et le 1^{er} juillet suivant pour toutes celles exigibles à compter du 1^{er} mai jusqu'au 31 décembre précédent. »

18. L'article 9 de la Loi concernant les régimes supplémentaires de rentes établis par décret de convention collective (1969, chapitre 50) est abrogé.

19. Jusqu'à la date où la Régie cesse effectivement d'administrer un régime supplémentaire de rentes dans l'industrie de la construction, les frais d'administration encourus par elle à cet égard sont acquittés par le Comité, après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

20. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

benefit, or if the Committee has not rendered any decision within ninety days of the application in writing, he may appeal to the chairman of the Committee within the sixty days following the decision of the Committee or, if the Committee has not rendered any decision within such delay, within the sixty days following the expiry of such delay.

The chairman shall render his decision within twenty days of the appeal.

The chairman's decision is itself subject to appeal, within sixty days, before the Labour Court; the decision of the latter is without appeal."

17. Section 57 of the said act, replaced by section 3 of chapter 46 of the statutes of 1971, is amended by inserting after the first paragraph of subsection 1 the following paragraph:

"For the purposes of the recourses of the commission respecting the collection of indemnities, vacations and contributions or assessments of employers and employees under complementary social benefits plans, the maturity date mentioned above is the next 1 December for all the indemnities or contributions exigible from 1 January to the preceding 30 April, and the next 1 July for all those exigible from 1 May to the preceding 31 December."

18. Section 9 of the Act respecting supplemental pension plans established by collective agreement decrees (1969, chapter 50) is repealed.

19. Until the date on which the Board effectively ceases to administer a construction industry supplemental pension plan, the administrative costs incurred by it in that regard shall be borne by the Committee, after approval by the Lieutenant-Governor in Council.

20. This act shall come into force on the day of its sanction.